

CHILI - Les évènements de mars-avril 1957 : manifestations et contestation sociale

Pedro Milos

vendredi 18 avril 2014, mis en ligne par [Dial](#)

Ce texte de Pedro Milos, professeur d'histoire à l'Université Alberto Hurtado, revient sur un épisode peu connu de l'histoire récente du Chili : en 1957, une forte augmentation des tarifs des transports collectifs provoque des mobilisations massives dans les trois villes principales du pays, Santiago, Valparaíso et Concepción. La [version originale](#) de ce texte a été publiée sur ce même site le 21 octobre 2013. L'auteur vient de faire paraître 4 ouvrages collectifs sur les années du gouvernement de Salvador Allende (1970-1973), à l'occasion du quarantième anniversaire du coup d'État du 11 septembre 1973 [1].

Ce texte présente une très brève synthèse de la recherche présentée de manière plus complète dans le livre Histoire et Mémoire : 2 avril 1957 (Santiago du Chili, éditions LOM /Université Alberto Hurtado, 2007, 588 p.) duquel il est extrait.

Il y a déjà plus de 50 ans, les trois principales villes du Chili ont été secouées par des mouvements de protestation contre une hausse des tarifs des transports publics. Ces mobilisations ont d'abord été le fait des étudiants, auxquels se sont joints ensuite divers groupes sociaux.

Malgré la dimension massive et violente que prirent ces manifestations — dont l'expression la plus tragique fut la mort de 23 personnes pendant leur déroulement —, elles n'amenèrent aucun changement d'ordre institutionnel dans le pays. Elles obtinrent seulement la suspension temporaire de la mesure qui les avait créées. Peut-être à cause de ce peu d'impact institutionnel, les événements d'avril 1957 ont été très peu étudiés par l'historiographie chilienne du temps présent.

Paradoxalement, ces mêmes évènements sont restés profondément gravés dans la mémoire de leurs contemporains — non seulement de leurs protagonistes qui gardent un souvenir détaillé du déroulement des évènements et de leur impact sur la société de l'époque, mais aussi de ceux qui en furent de simples spectateurs ou témoins.

I. Les évènements

1.- Antécédents

La question des tarifs des transports collectifs était présente dans le débat public depuis plusieurs mois. Les entreprises de microbus réclamaient depuis 1956 une augmentation du prix des billets, car elles considéraient que du fait de l'augmentation de leurs coûts d'exploitation, les tarifs en vigueur étaient devenus obsolètes. Ceux-ci avaient été réajustés pour la dernière fois en septembre 1955. Le prix du billet à Santiago était alors de 5 pesos pour les « micros » [2] et de 10 pesos pour les « express » [3].

En juillet 1956, le gouvernement avait réalisé des études sur les coûts d'exploitation des micros et des express, arrivant à la conclusion que le tarif scolaire devrait être de 2,41 pesos (il était alors de 1 peso) et que le tarif courant devrait dépasser 12 pesos. À ce moment-là, pour éviter l'augmentation, s'imposa le principe d'une remise sur le prix de l'essence. Ainsi à partir du milieu de 1956, les entreprises d'autobus purent obtenir ce combustible à 19,42 pesos le litre. Les tarifs de 7 et 10 pesos furent maintenus à la condition que les express ne transportent effectivement pas de passagers debout. Mais, peu de temps après, il n'y avait déjà presque plus de micros : tous étaient devenus des express et évidemment aucun ne se limitait à transporter seulement des passagers assis [4]. Ainsi l'impression générale était que les entreprises de transports collectifs, malgré leurs plaintes, avaient fait une bonne affaire.

2.- Chronique d'une augmentation annoncée

Pendant le Conseil de cabinet du 18 février, il revint au ministre de l'intérieur, le colonel Benjamín Videla, de rendre compte des avancées du travail d'une [nouvelle] commission [d'étude, dont il était chargé]. S'il est vrai qu'il n'y eut aucune information officielle sur les nouveaux tarifs, le bruit courut que — selon les études réalisées — ceux-ci pourraient être de 12 pesos pour les autobus antérieurs à 1951 et de 15 pesos pour les plus modernes qui réuniraient les conditions de sécurité, de confort et d'hygiène inhérentes au service qu'ils proposaient [5]. Cette rumeur fit naître des réactions immédiates, sans satisfaire ni les entreprises ni les passagers [6].

Les dirigeants du Syndicat général professionnel de propriétaires d'autobus de Santiago avaient déjà envoyé à la date du 27 février au Président Ibáñez une note dans laquelle ils lui exposaient une fois de plus leurs revendications. Un de leurs principaux arguments pour solliciter l'augmentation des tarifs était les coûts d'exploitation pour l'Entreprise de transport collectif de l'État (ETCE). Selon leurs données, le coût réel d'un trajet urbain pour l'ETCE était de 29,40 pesos, ce qui signifiait que, dans les faits, cette entreprise recevait une subvention de l'État de 19,40 pesos par passager. Sur la base de cette réalité, les entrepreneurs Oscar Palma et Juan Marinakis, président et secrétaire général du syndicat de propriétaires d'autobus, présentèrent au Président Ibáñez les requêtes suivantes : supprimer les transports collectifs de la liste des articles de première nécessité, donner suite à la résolution de janvier, jouir des mêmes franchises que l'ETCE et stabiliser les coûts [7].

De leur côté, les usagers des transports collectifs, principalement les travailleurs qui devaient se déplacer à travers la ville pour aller travailler, voyaient l'augmentation annoncée comme une menace de plus pour leurs maigres revenus. En somme, pour des motifs très divers, il existait un grand mécontentement de tous les acteurs impliqués dans le problème du transport de passagers. Globalement, on pourrait dire que les entreprises aspiraient à des tarifs bien supérieurs à ceux qui se profilaient et les passagers n'étaient pas disposés à supporter une nouvelle augmentation avec leurs salaires bloqués et pour un service de mauvaise qualité.

La volonté du gouvernement était de supprimer les remises sur l'essence. À tel point que le ministre Videla déclara à la presse qu'à son avis, le décret d'augmentation des transports devrait être promulgué en même temps que celui de la hausse du pétrole et de l'essence [8]. Cela ne se passa pas ainsi et le prix de l'essence fut réajusté à partir du 16 mars, sans qu'à cette date ait été résolu le problème des tarifs du transport public. En fait, les études étaient déjà au ministère de l'économie et le nouveau ministre, Roberto Infante, commença à les analyser dès son arrivée au ministère le 15 mars.

3.- L'augmentation des tarifs des transports publics

La décision économique d'augmenter les tarifs était déjà prise. Elle répondait à la volonté que le gouvernement ne recule pas dans ses plans économiques, ce qui supposait la suppression des remises. Sur ce point, tous les secteurs qui appuyaient le redressement économique, c'est-à-dire le gouvernement et la droite, paraissaient être d'accord. Cependant ce consensus sur la dimension économique du problème n'était pas accompagné d'une même décision politique. On craignait, pour différentes raisons,

les conséquences sociales et politiques que pourrait entraîner cette mesure. Ces différences retardèrent encore plus la mise en application de l'augmentation des tarifs des transports collectifs si souvent annoncée.

La Résolution n° 67 et le Décret n° 222

Finalement, la résolution ministérielle — et non le décret — concernant l'augmentation des tarifs des transports collectifs fut envoyée à la Contraloría [l'Inspection des finances] par le ministre de l'économie le vendredi 22 mars [9], le jour même où la presse publiait une requête du Syndicat général des propriétaires d'autobus de Santiago critiquant la mesure et confiant que le gouvernement la modifierait [10]. Les démarches auprès de la Contraloría pour la résolution suivirent leur cours normal et l'augmentation fut finalement publiée dans le journal officiel du mardi 26 mars. La résolution n° 67 du sous-secrétariat des transports du ministère de l'économie, datée du 18 mars 1957, fixait les nouveaux tarifs pour le transport collectif urbain et suburbain à partir des attendus suivants : a) que les tarifs en vigueur régissaient depuis août 1955 sur la base des coûts enregistrés en mai de cette année-là et d'une remise sur l'essence ; b) que le prix de l'essence avait été augmenté et qu'aucune remise n'était plus envisagée ; c) que depuis mai 1955, il y avait eu aussi des augmentations sur d'autres postes dans le coût d'exploitation du transport collectif et d) que le transport collectif ne figurait pas dans la liste des produits auxquels se référait l'article 9 de la loi 12423, spécifiés par le décret n° 222 du même 18 mars. Sur la base de telles considérations, le ministre de l'économie fixait les nouveaux tarifs pour les services du transport collectif urbain du pays.

Se produisait ainsi une hausse de 50% sur les tarifs urbains, étant donné que les « microbus » à 10 pesos — tout le monde le savait — n'existeraient plus dans les faits. Par ailleurs tout le parc des véhicules de l'ETCE était assimilé aux « autobus » avec des tarifs de 15 pesos. Pour les services suburbains la situation était encore plus complexe, étant donné que non seulement l'augmentation était plus grande, mais aussi que beaucoup de trajets avaient été fractionnés, transformant ainsi en suburbains des trajets qui unissaient certaines communes du grand Santiago. C'était le cas par exemple des lignes Mapocho - Lo Espejo et Mapocho - Población O'Higgins, dont les tarifs s'élevaient désormais à 30 pesos ou Mapocho - Cisterna et Mapocho - San Ramón qui s'élevaient à 25 pesos. Dans les provinces, les cas les plus extrêmes se produisirent à Valparaíso où le tarif du trajet Valparaíso - Viña del Mar augmentait à 30 et 40 pesos. Pour les services qui couvraient La Serena - Coquimbo au nord du pays et Concepción - Talcahuano, au sud, le nouveau tarif était de 30 pesos. C'est dire qu'au niveau suburbain l'augmentation dépassait 50%, la quasi majorité se situant à 100% d'augmentation ou plus [11].

Cependant, au sujet de la promulgation de la résolution n° 67, le plus important était l'élaboration simultanée du susnommé Décret suprême n° 222 qui déterminait les articles de première nécessité qui restaient compris dans le régime de stabilisation économique. Comme l'établissait l'incise 2 de l'article 9 de la loi 12.432, le Président Ibañez déterminait les articles essentiels qui ne pourraient subir d'augmentations supérieures à 25%, liste dans laquelle ne figurait pas le transport collectif. Effectivement, sans cette promulgation simultanée de ce décret, l'augmentation des tarifs n'aurait pas pu être réalisée, car la Contraloría s'y serait de nouveau opposée [12].

L'exclusion des transports collectifs de cette liste laissait le chemin libre à l'augmentation des tarifs au-delà de 25%. Le décret 222, rédigé le 18 mars, fut reçu le 20 par la Contraloría qui en prit acte le 25, avant d'être publié au *Journal officiel* le 29 mars [13].

La majorité des journaux firent connaître la nouvelle de la hausse des tarifs des transports collectifs le mardi 26. Dans son ensemble, la presse de Santiago manifesta sa surprise devant le montant des nouveaux tarifs.

4.- Émergence de la contestation sociale

À partir du mercredi 27 mars, le mécontentement initial de la population devant cette augmentation des

tarifs commença à se transformer en manifestations publiques qui s'amplifièrent les jours suivants. D'abord dans la ville de Valparaiso et ensuite à Santiago et Concepción, les étudiants et les citoyens dans leur ensemble exprimèrent leurs protestations de diverses manières, refusant d'utiliser les transports publics avec les nouveaux tarifs, paralysant la circulation, attaquant ou détruisant des véhicules de transport collectif. Ce fut une protestation le plus souvent spontanée et collective qui commença pacifiquement, mais dont la violence alla en augmentant. C'est ainsi que, pendant plus d'une semaine — du mercredi 27 mars au jeudi 4 avril — le gouvernement du général Ibañez dut faire face à une véritable vague de mobilisations sociales. Mais la réponse du gouvernement ne contribua pas à pacifier les esprits. Les forces policières exercèrent une dure répression contre les manifestants, ce qui aboutit à renforcer la spirale de la violence.

Valparaiso

Les passagers de Valparaiso furent les premiers à réagir devant ce qu'ils considéraient comme une augmentation démesurée, surtout pour le trajet entre cette ville et Viña del Mar. Les nouveaux tarifs entrèrent en vigueur le mercredi 27 et aussitôt des manifestations apparurent.

Les manifestations étudiantes commencèrent le 27 mars, et reçurent l'appui de la CUT [14] et de diverses organisations corporatives. Elles dérivèrent en incidents violents sur la Place Vergara et dans quelques rues du centre, avec des jets de pierre sur des véhicules de transport collectif. Le jeudi 28, les transports se firent de plus en plus rares et les principales rues du port tombèrent entre les mains des étudiants, devenant le théâtre d'affrontements sporadiques avec les forces de police. Dans ce contexte, un défilé massif d'étudiants réalisé à 19 heures et ayant pour but d'atteindre l'Intendance [15], dériva en bataille rangée avec les carabiniers [16] et il y eut de nombreux actes de vandalisme. À ce moment-là, la composition sociale des manifestants avait changé : aux étudiants se sont joints des ouvriers, des employés et des habitants des quartiers populaires et des collines dominant le port. Ce même jour, le 28, se constitua à Valparaiso pour obtenir la dérogation à ces augmentations un Commando provincial composé par diverses organisations corporatives, syndicales, étudiantes, le Front d'action populaire (FRAP), la Phalange et le Parti radical.

Les affrontements avec les carabiniers et les actes de violence dans les rues de Valparaiso se poursuivirent le 29 mars, lorsque la mobilisation se vit renforcée par les travailleurs du port qui se mirent en grève. L'après-midi, l'état d'urgence fut déclaré dans la province et les troupes de la Marine occupèrent différents quartiers du port. Cela n'empêcha pas des groupes de manifestants de revenir le soir occuper les rues. Les incidents redoublèrent le 30 mars, quand, après une manifestation autorisée du Commando provincial contre les augmentations, de nombreux groupes continuèrent à manifester. Vers midi, les carabiniers essayèrent de les dissoudre près du quartier El Almendra. Au cours de ces incidents, la police fit usage d'armes à feu, blessant un jeune encore mineur ; après quoi elle se replia sur le 6^e Commissariat, en amenant avec eux quelques personnes détenues. Les manifestants réagirent avec colère et se dirigèrent en masse vers le commissariat. Dans les rues, pendant ce temps-là, la police avait été remplacée par les forces de la Marine. Le climat de tension dura jusque tard dans la nuit, se soldant par un mort et une dizaine de blessés graves par balles. Les incidents qui furent qualifiés par la presse de « climat révolutionnaire » et de « guerre civile » durèrent jusqu'au dimanche 31 mars, date à laquelle le calme revint du fait, d'une part, de la forte vigilance des forces de la Marine et de l'armée de terre, et, d'autre part, de l'entrée en vigueur de nouveaux tarifs plus bas, sur lesquels un accord avait été trouvé la veille lors d'une réunion de l'Intendance.

Santiago et Concepción

À Santiago, les manifestations contre la hausse des tarifs commencèrent le soir du mercredi 27 mars, surtout avec les étudiants des cours du soir, mais moins massivement qu'à Valparaiso. La ville de Concepción fut aussi le théâtre d'incidents de rue lorsque le mercredi commencèrent à être appliqués les nouveaux tarifs. L'augmentation atteignait 114% pour les trajets urbains. Ce furent les étudiants qui prirent la tête des protestations en attaquant quelques autobus. Les jours suivants, il y eut de nouvelles manifestations.

L'après-midi du jeudi 28 mars, des groupes d'étudiants parcoururent les rues du centre de Santiago, manifestant leur mécontentement au sujet de l'augmentation et des mauvais traitements des écoliers [17] dans les micros. Le soir, les manifestants se mobilisèrent sur la Plaza de Armas et dans la rue Bandera, attaquant des véhicules de transport collectif. Au milieu des incidents, quelques magasins furent l'objet de jets de pierres, ce qui augmenta la violence des affrontements avec les carabiniers. Le vendredi 29 se caractérisa par les réunions et les rassemblements sociaux et politiques à Santiago. Le FRAP, la CUT et la FECH [18] s'organisèrent pour appuyer le mouvement étudiant contre l'augmentation des transports. La FECH décréta une grève et un rassemblement pour le jour suivant. À la tombée de la nuit du vendredi, Santiago fut de nouveau le théâtre de violentes manifestations de protestation. Entre 8 heures du soir et une heure du matin, de violents affrontements entre étudiants et carabiniers se succédèrent. La journée du 29 fut agitée aussi à Concepción. Dès le matin, la ville se trouva privée de transports publics en raison du refus des conducteurs d'autobus de mettre leurs véhicules en circulation. La gêne causée aux usagers provoqua une crise et à midi, des incidents se produisirent avec des jets de pierre sur les rares microbus qui circulaient et avec l'entrée en action des forces policières. Le service de transport fut de nouveau rétabli le samedi à midi quand l'Intendance permit aux entreprises de toucher pour les véhicules antérieurs à 1947 « réparés comme il se doit » les 15 pesos assignés au début aux véhicules neufs.

Comme cela s'était passé à Valparaiso, les étudiants de Santiago essayèrent d'organiser un rassemblement le samedi 30 mars à midi devant le local de la FECH ; cependant la police les en empêcha, provoquant ainsi les premiers affrontements de la journée. Les incidents se multiplièrent ensuite et affectèrent tout le centre de la ville. Les échauffourées alarmèrent gravement la population qui, ce jour-là, faisait ses courses dans le quartier. Après une courte trêve, les incidents reprirent à partir de 8 heures du soir lorsque de petits groupes de manifestants parcoururent le centre en faisant des dégâts et en s'affrontant à la police.

Le dimanche 31 mars, il n'y eut aucune manifestation dans la capitale ni à Concepción. Cependant la police d'investigation, sur les ordres de l'Intendance de Santiago, procéda à l'arrestation de divers dirigeants sociaux, principalement syndicaux, en s'abritant derrière la Loi de défense de la démocratie.

On pensait que le début d'une nouvelle semaine verrait le retour à la normalité. En effet, le 1^{er} avril, le calme avait été rétabli à Valparaiso. À Concepción, bien qu'il y ait eu quelques affrontements, les dirigeants étudiants appelaient à ne pas avoir recours à la violence. Dans la capitale pendant la fin de semaine, il y avait eu des conversations entre dirigeants politiques, étudiants et membres du gouvernement dans le but de résoudre le conflit. Cependant, cette apparente détente entraînait en contradiction avec l'attitude des autorités. En effet le lundi 1^{er} avril, le centre-ville se réveilla sous forte protection militaire donnant à Santiago l'aspect d'une ville assiégée. Des tanks et des véhicules militaires patrouillaient la ville et les transports publics étaient surveillés par des militaires, aussi bien dans les terminaux que dans les autobus pour les parcours les plus conflictuels. La journée fut d'un calme relatif, altéré sporadiquement par des manifestations d'étudiants. L'après-midi, la FECH tint une assemblée et décida une grève de 24 heures. À la sortie de cette assemblée, il se passa un événement qui devait changer radicalement le cours des événements. Un groupe d'étudiants qui sortait du local de la fédération et se dirigeait vers le centre-ville en proférant des slogans contre la hausse des tarifs, croisa une patrouille militaire et quelques policiers, qui, après un incident confus, firent usage de leurs armes à feu. Mortellement blessée par les tirs, l'étudiante infirmière Alicia Ramírez Patiño s'effondra et mourut à la Posta central [19] vers minuit.

La mort d'Alicia Ramírez eut un grand impact sur la population et déclencha une mobilisation sociale massive, spontanée et incontrôlable qui atteignit son paroxysme le 2 avril. Les étudiants se mobilisèrent très tôt le matin pour converger vers le siège de la FECH. Sur le trajet, se produisirent les premiers affrontements avec la police. À midi, les manifestants se trouvaient massivement rassemblés dans les alentours du local de la FECH. Il ne s'agissait plus simplement d'étudiants : il y avait aussi des ouvriers, des employés, des habitants et de simples passants. Après avoir été dispersée par la police, la foule se reforma en petits groupes qui envahirent le centre de Santiago et disloquèrent l'action policière : les carabiniers furent attaqués et débordés et une vague de destruction se déclencha. Vers deux heures de l'après-midi, les dirigeants étudiants étaient incapables de contrôler le mouvement. Se produisirent alors

l'assaut et le pillage de magasins, de commerces et de magasins d'armement. Dans le même temps la répression se faisait plus violente et provoquait les premières victimes. Avant 6 heures du soir, la police s'était retirée et les rues étaient parcourues par des groupes de manifestants qui ne rencontraient aucune résistance. C'est seulement vers 8 heures du soir que commença l'occupation militaire du centre. Les derniers groupes furent réprimés et la mobilisation se déplaça vers les quartiers périphériques. L'état de siège fut déclaré et le couvre-feu établi.

Le 3 avril, la ville était paralysée. Cependant, et malgré le contrôle militaire, les manifestations continuèrent, donnant lieu à de nombreux incidents dans la capitale. Le plus grave fut l'affrontement dans la commune de San Miguel devant le 12^e Commissariat entre une colonne de manifestants — composée principalement de grévistes de MADECO — et le contingent policier provoquant plusieurs blessés et arrestations et la mort d'une femme. L'après-midi, le local de la FECH fut saccagé et il y eut des arrestations massives dans le centre de la capitale. Les affrontements continuèrent jusqu'au début du couvre-feu.

Pendant ce temps-là, à Concepción, les étudiants avaient maintenu une mobilisation constante depuis le lundi. Les incidents redoublèrent en nombre et en intensité, particulièrement le mercredi. Cependant il n'y eut à déplorer ni morts ni blessés.

- Retour à la normale

À partir du jeudi 4 avril, Santiago et Concepción commencèrent à revenir à la normalité. Dans la capitale, il y eut quelques incidents isolés dans des quartiers populaires. La ville avait l'aspect d'un champ de bataille. Les personnes arrêtées commencèrent à être jugées par la justice et la police d'investigation réalisa des descentes pour essayer de trouver les responsables des pillages lors des journées du mardi et mercredi. Le 5 avril, le gouvernement annonçait la composition d'une nouvelle commission pour reconsidérer la hausse des tarifs, en y intégrant des membres d'organisations étudiantes, ouvrières et d'employés. Finalement le dimanche 7, on annonça officiellement ce qui depuis plusieurs jours était en train de se négocier : la suspension de la hausse du prix des transports collectifs en attendant les résultats de la nouvelle commission.

Ainsi se terminait plus d'une semaine d'intenses mobilisations sociales qui avaient commencé à Valparaiso avant de continuer à Santiago et Concepción, compromettant ainsi la stabilité des trois principales villes du pays. Mobilisations qui s'étaient soldées par plus de 20 morts, des centaines de blessés, d'arrestations et d'importants dégâts matériels. Le pays était en état de siège et le gouvernement avait présenté un projet de loi demandant au Congrès de lui accorder des pouvoirs spéciaux. La classe politique de son côté avait été totalement débordée par les événements. Les étudiants avaient obtenu satisfaction à leur principale revendication — la dérogation des augmentations — mais ils exigeaient encore la libération des personnes arrêtées ainsi qu'une enquête approfondie pour identifier les responsables de la brutale répression exercée contre eux et faire la lumière sur le nombre élevé de morts et de blessés. L'arrestation et la mise à l'écart de leurs principaux dirigeants étaient le prix payé par les ouvriers et les travailleurs. Les habitants des quartiers populaires [20], enfin, étaient apparus sur la scène publique, accusés par certains secteurs d'être parmi les responsables des pillages et des excès commis pendant les manifestations.

La société chilienne n'était plus la même qu'avant le 2 avril. Que s'était-il passé en son sein pendant ces journées de manifestations ? Qui furent les principaux responsables des faits qui s'étaient produits ? Quelles motivations les y avaient poussés ? Comment les principaux acteurs sociaux et politiques de l'époque perçurent-ils ces événements et de quelle manière réagirent-ils ?

Voici quelques questions auxquelles nous essaierons de répondre un peu plus loin.

5.- Éléments de synthèse et d'interprétation

S'il est vrai que toutes les hausses de prix étaient délicates — du fait du contexte économique et social difficile — celle du transport collectif l'était particulièrement. Ce n'est pas un hasard si ce fut une décision longuement retardée et débattue.

Sa particularité tenait, en premier lieu, à ce que la citoyenneté avait développé au fil des années une forte sensibilité à ce thème, et l'opposition à l'augmentation du prix des transports était considérée comme un symbole de résistance aux augmentations dans leur ensemble. Les étudiants avaient joué un rôle important avec leurs mobilisations à partir des années 30, de même que le fait que la condition de « passager » faisait des usagers des sujets actifs du problème. Eurent aussi une influence les déficiences du service et leurs conséquences quotidiennes pour la population qui devait se déplacer à travers la ville.

En second lieu, il y avait un élément économique en jeu. Comme nous l'avons déjà vu, le prix des billets pour le transport collectif bénéficiait d'une remise de l'État sur le prix de l'essence. Cela faisait que son réajustement, en éliminant cette remise, avait une grande importance matérielle et symbolique pour la politique économique du gouvernement. Les plans de rectification obligeaient à en finir avec les remises pour laisser place à une réelle liberté des prix.

En troisième lieu, l'augmentation des tarifs générait un conflit qui impliquait de puissants acteurs sociaux et économiques. D'un côté, comme nous l'avons dit, la population, transformée en « passagers » ou usagers, pouvait développer une forte pression sociale. D'un autre côté, les entreprises de transports publics connaissaient l'importance vitale du service qu'ils apportaient et étaient habituées à imposer leur point de vue et à obtenir des gains rapides. Enfin l'exécutif, à travers ses cadres techniques et politiques, devait assurer tant la base économique de la mesure que sa mise en œuvre pratique.

Comme on peut le voir, il y avait d'importantes raisons sociales, économiques et politiques pour que la hausse des transports génère l'expectative que nous avons décrite dans la première partie de ce texte. Il était difficile de surmonter ces difficultés. Et cela provoqua bien entendu des conflits. Ainsi par exemple, du point de vue économique, le gouvernement dut prendre en compte le problème du plafond de 25% autorisée par la loi, et publia le décret n° 222 si discuté ; il se vit aussi confronté à l'épineux problème du fractionnement des parcours ; et finalement il dut reconnaître qu'il y avait des erreurs dans le calcul des tarifs. D'un point de vue politique, la résistance des entreprises qui refusaient d'appliquer les nouveaux tarifs constitua une mise en question de l'autorité publique, tout comme les réactions régionales contestèrent le centralisme excessif de Santiago. Les conflits internes que la mesure généra dans le gouvernement lui-même mirent en évidence enfin les tensions politiques entre les groupes qui le soutenaient.

Mais en fin de compte, là où la complexité de la mesure qui allait être adoptée fut la plus grande, ce fut au niveau social. Ces effets dépassèrent clairement le cadre particulier de l'augmentation des prix des transports et arrivèrent à compromettre non seulement l'ordre public, mais aussi la capacité du système à contrôler la contestation sociale. Son irruption mit en évidence de profondes contradictions qui, de manière souterraine, traversaient la société chilienne.

D'abord Valparaiso, ensuite Santiago et Concepción furent les lieux où s'exprima le mécontentement accumulé depuis longtemps. Les étudiants, les travailleurs et l'ensemble de la population furent les protagonistes spontanés de ce débordement social inattendu. Une répression policière démesurée et des mesures excessives de contrôle militaire ne firent que multiplier les occasions de donner libre cours au malaise social et le rendre plus violent et incontrôlable. Le mardi 2 avril constitua ainsi le point le plus haut et dangereux du chemin sinueux suivi par l'expression du mécontentement populaire. Le solde tragique de plus de 20 morts, de centaines de blessés et d'arrestations en témoigne.

La société, stupéfaite, se contemplait elle-même, presque sans se reconnaître. Il faudrait beaucoup de temps pour que les acteurs sociaux comprennent ce dont ils avaient été les protagonistes.

Les acteurs économiques et politiques de l'époque cependant furent plus rapides dans leur réaction. Les intérêts économiques furent momentanément ajournés pour se centrer sur le plus important : rétablir les garanties de la propriété privée et les conditions minimales de stabilité pour la bonne marche des affaires.

Les intérêts politiques se rejoignirent rapidement sur un accord pour la défense de l'institutionnalité menacée et la réaction du système politique eut recours à tous les moyens pour rétablir l'ordre et la loi.

II.- Analyse

1.- Différentes formes d'expression pour un même refus initial

Ce qui mit le feu aux poudres de la contestation fut sans aucun doute l'augmentation des tarifs des transports collectifs. Cependant cette même réaction initiale d'opposition à la mesure prit des formes distinctes dans chacune des trois villes concernées. Reconnaître ces différences constitue la porte d'entrée à ce que nous avons appelé la « logique interne » des événements d'avril.

La spontanéité, le caractère massif et la diversité sociale que manifesta dès le début la contestation à Valparaiso, ont été directement liée à la perception de l'arbitraire et de l'injustice de la mesure prise par l'autorité. En effet c'est à Valparaiso et Viña del Mar que les effets de la hausse des prix frappèrent le plus fortement et le plus uniformément la population. Ce ne fut pas le cas à Santiago où la taille de la ville, la dispersion de la population et les différentes réalités communales firent qu'il n'y eut pas de réaction massive avant le troisième jour de manifestations qui, jusqu'à ce moment-là, étaient presque exclusivement le fait des étudiants. À Concepción par contre, ce furent les entreprises de microbus qui réagirent en premier se sentant lésées par la mesure et qui interrompirent le service ; ce faisant, ils donnèrent une raison supplémentaire aux étudiants pour prendre la tête d'un mouvement organisé aux côtés des syndicats.

Ces différentes attitudes devant l'augmentation des tarifs mettent aussi en évidence que les manifestations ne furent pas le résultat d'une concertation préalable. Au contraire, les acteurs à l'origine de ce mouvement sont aussi différents que les chemins qu'ils empruntent pour exprimer socialement leur refus. Une fois le processus déclenché, leurs caps seront incertains et fluctuants.

2. La violence en relation directe avec l'attitude du pouvoir

S'il est vrai que la protestation sociale à ses débuts revêt à chaque endroit des formes différentes, son caractère pacifique et légal apparaît comme une constante. Au-delà de la radicalité que les étudiants imprimèrent à leurs premières manifestations, celles-ci furent en général non violentes. Le cas emblématique est celui des étudiants de Valparaiso qui se couchaient dans les rues pour empêcher le passage des autobus. La même chose a pu être observée à Santiago où les premières actions consistèrent à arrêter les véhicules, à faire descendre les voyageurs et à lancer l'idée d'une « grève » de passagers.

L'extension rapide de la violence paraît étroitement liée à l'attitude des autorités et en particulier au comportement de la police. Il est certain qu'entre les étudiants et les carabiniers, il existait de longue date une tension que nous pourrions considérer comme historique, ce qui donnait à l'expression de la violence une certaine autonomie, tant vis-à-vis des dirigeants étudiants que des autorités politiques. Cependant, alors que les organisations étudiantes incitèrent constamment leurs membres à rester dans la légalité, les différentes attitudes des autorités eurent une influence directe sur le degré de violence des événements. Valparaiso sert encore d'exemple : la décision de faire intervenir la marine, ainsi que la volonté d'obtenir une dérogation à l'augmentation des prix furent déterminantes, aussi bien pour écourter la durée du conflit que pour diminuer le nombre de victimes et de dégâts.

À Santiago en revanche, la condamnation immédiate du mouvement de la part des autorités, la répression acharnée de la part des carabiniers et la double stratégie de dialogue et de répression qu'adopta le gouvernement firent avorter les efforts en vue d'une solution rapide du conflit. Ainsi, le 1^{er} avril, au lieu d'en marquer la fin comme tout le laissait supposer, devint une date fatidique : la mort d'Alicia Ramírez des mains de la police envenima le conflit. Cette même relation entre le degré de violence et l'attitude des

autorités se verra confirmée dans les événements du mercredi 3 avril où, fruit presque exclusif de l'action militaire et policière, le nombre de victimes mortelles dépassa celui du mardi, paroxysme de la contestation sociale.

La violence, loin d'être une donnée présente dans le contexte immédiat, apparaît donc comme une des premières caractéristiques de la « logique interne » des événements et trouve une explication possible dans les différentes attitudes des autorités politiques et militaires.

3.- Fracture de la coexistence sociale

La violence en effet ne fut pas étrangère au divorce entre société civile et société politique qui se manifesta à l'occasion des événements d'avril. Un divorce observé aussi bien à Valparaiso qu'à Santiago, mais qui se matérialise à des dates différentes.

À Valparaiso, ce sera le samedi 30 mars. Paradoxalement, alors que les autorités réunies au siège du pouvoir politique régional trouvaient une solution négociée entre les entreprises et le gouvernement, le conflit dans les rues entre manifestants et policiers arrivait à son point culminant. La mort de Samy Muga et des dizaines de blessés seront l'une des expressions de la fracture sociale. L'autre sera le long siège du Sixième Commissariat et la destruction de biens publics par des manifestants.

À Santiago ce sera le mardi 2 avril : lorsque le conflit entre étudiants et policiers cède le pas à un conflit plus profond et irréversible entre marginalité et système. Les étudiants et les policiers se retirent du centre de Santiago occupé par de nouvelles couches de la société qui ne croient plus au lien qui les unissent au système politique, si tant est qu'il ait jamais existé. Une marginalité émergente à la fin des années 50 au Chili. Ainsi, le 2 avril à Santiago, la rupture et l'écart entre les protagonistes d'un conflit lié à la conjoncture — organisations sociales et partis d'un côté, et gouvernement de l'autre — mettront en évidence une rupture plus profonde de la société chilienne et lui donnera l'occasion de s'exprimer : rupture entre ceux qui étaient ou se sentaient intégrés à la vie sociale et ceux qui étaient ou se sentaient marginalisés.

Les événements d'avril nous montrent une séparation profonde entre la population et les autorités : alors que l'une s'exprimait à travers un mouvement spontané sans autre motif que son mécontentement, l'autre n'y voyait qu'une conspiration. Cela explique qu'à une dynamique essentiellement sociale on ait donné une « solution » politique répressive comme la Loi sur les pouvoirs spéciaux.

4.- On finit par protester contre tout et partout

Les caractéristiques que revêt la contestation quand elle arrive à son degré maximal de violence et de débordement montrent que ce qui a commencé par le refus d'une mesure concrète de l'autorité est devenu une revendication généralisée. La dynamique interne du processus a fait que d'objectifs partiels on soit passé dans les faits à des remises en cause plus globales de la réalité.

En témoigne le fait que la colère populaire qui, dans les premiers jours prit pour cibles les véhicules de transport publics, s'exerça ensuite contre les forces de l'ordre puis contre les biens publics, municipaux et privés. L'agressivité et la violence atteignirent leur paroxysme quand le samedi 30 à Valparaiso et spécialement le mardi 2 à Santiago des groupes de manifestants chargèrent contre les sièges d'importants pouvoirs publics comme le commissariat et l'Intendance à Valparaiso, les tribunaux de justice, le Parlement et le Palais du gouvernement à Santiago. Des symboles significatifs comme les statues d'Arturo Prat et Bernardo O'Higgins n'y échappèrent pas non plus. Des pouvoirs privés comme certains médias furent aussi objet de rejet : ce fut le cas de l'édifice du journal *El Mercurio*. Finalement les vols et l'attaque de magasins non alimentaires peuvent être interprétés comme une tentative extrême pour inverser la distribution injuste de la richesse.

Géographiquement, il est intéressant aussi d'observer — surtout à Santiago — que la contestation se déplace selon un axe urbain « centre-périphérie ». C'est-à-dire que la contestation démarre et arrive à son point culminant dans le centre-ville, ce qui fait que ses protagonistes se déplacent des alentours vers le centre-ville. Lorsque le contrôle policier ou directement la répression empêchent d'occuper le centre comme théâtre des opérations, la contestation se déplace vers les zones périphériques, vers les quartiers populaires. On observe le même déplacement à Valparaíso, bien que dans une moindre mesure, entre les collines et le port.

Dans sa « logique interne » donc, la contestation connaît des déplacements réitérés tant dans ses intentions que dans sa spatialité.

5.- Rapport entre la réalité et sa représentation

Les représentations que les différents secteurs de la société chilienne se font de la réalité en 1957 tendent à être partielles en ce sens qu'elles ne parviennent pas à appréhender la complexité de la situation et se contentent de se focaliser sur l'un ou l'autre de ses aspects. Elles sont partielles également parce que la plupart du temps elles correspondent à leurs intérêts particuliers ou à leurs options idéologiques globales. Cette partialité des représentations provoque des distorsions qui ont des répercussions sur l'attitude des différents acteurs.

En effet, on agit en accord avec ce que l'on voit de la réalité, et l'on voit la réalité telle qu'on se la représente. Ainsi, chacun détermine sa position et prend des initiatives en fonction de sa lecture des événements. C'est ainsi que les discours finissent par créer à leur tour la réalité. À cet égard, l'impact du mardi 2 avril sur les discours est remarquable. Deux processus intimement liés se produisent. D'une part, l'évolution des événements a fait que leur représentation a varié dans de nombreux secteurs de la société, laissant libre cours aux (dis)qualifications les plus extrêmes dans les discours. Mais, d'autre part ce changement dans les discours a eu sans aucun doute un impact sur la réalité, en ce que les initiatives prises par les acteurs politiques se sont référées bien plus aux discours qu'à ce qui se passait réellement. Ce fut le cas, concrètement, lors du débat et du vote des pouvoirs spéciaux. Ce qu'on observe dans l'analyse des causes du conflit constitue un autre exemple de ce rapport étroit entre réalité et représentation de la réalité. En effet, les comportements politiques et sociaux furent déterminés par les différentes représentations de ce qu'on pensait être à l'origine du conflit. Par suite, les propositions de solution au conflit reflétèrent généralement plus ces visions de la réalité que la réalité telle qu'elle se révélait.

Cela a eu des répercussions sur l'évolution et la tournure que prirent les événements d'avril, devenant ainsi partie intégrante de leur logique interne. Au final, des secteurs dominants comme le gouvernement et la droite finirent par agir en fonction d'une « réalité » qu'eux-mêmes avaient contribué à créer avec leurs discours. En bref, les mouvements sociaux d'avril n'avaient pas la « dangerosité » institutionnelle que les secteurs dominants de la société leur attribuèrent. Il ne s'agissait ni d'une rébellion ni d'une révolution, mais seulement comme nous le verrons plus loin, d'une révélation.

6.- Différence entre « jeunes et ouvriers » et « jeunes ouvriers »

Ce que nous avons appelé « logique interne » des événements d'avril se caractérise également par une tendance à la « relève des acteurs », c'est-à-dire à une participation échelonnée des différents acteurs sans que nécessairement ils se rencontrent ou qu'ils restent en contact les uns avec les autres. Cette succession d'acteurs renforça la tendance à distinguer des étapes ou des phases tout au long du conflit. L'impact du 2 avril contribua à accentuer cette perception au niveau du discours : les acteurs antérieurs à cette date étaient différents de ceux qui apparurent après cette date.

Dans le discours du gouvernement, la faible identification sociale initiale des protagonistes se transforma en identification politique et délictuelle laissant ainsi place à la stigmatisation politique. Quant au discours

de la droite, il évolua vers une stigmatisation sociale qui parvint à des extrêmes insoupçonnés. La façon dont on appelle ou on qualifie les groupes protagonistes des événements d'avril atteignit un niveau qui reflète un profond mépris ou une grande crainte des groupes populaires. Cette violence verbale montre qu'il existait au sein des groupes les plus conservateurs de la société, une sous-estimation très profonde d'une bonne partie de la population chilienne. Les excès dont feraient preuve ces mêmes groupes, quinze ans plus tard, lors du coup d'État de 1973, ont ainsi d'importants antécédents culturels et politiques dans leur réaction face aux événements d'avril 1957.

La manière dont les discours identifiaient socialement les protagonistes des événements d'avril amène à conclure qu'il s'agit principalement de jeunes étudiants et d'ouvriers et d'employés, autrement dit, de travailleurs. Néanmoins, si l'on dresse un bilan à partir des registres des arrestations et des blessés, il apparaît qu'il s'agit principalement de jeunes et de jeunes adultes (de moins de 35 ans) qui s'identifient comme ouvriers. Les étudiants se situent clairement en deuxième position. Ces jeunes ouvriers, d'extraction populaire, étaient majoritairement célibataires et résidaient dans des communes anciennes, voisines du centre-ville, surpeuplées et avec de graves problèmes sociaux. Ils n'exerçaient pas de fonctions dirigeantes et ne pouvaient pas être considérés comme des délinquants. En nous en tenant à ce profil identitaire, on peut déjà faire, nous semble-t-il, les réflexions suivantes.

Tout d'abord il s'agit d'une population récemment intégrée ou en voie d'intégration dans le monde du travail, souffrant par conséquent directement des effets de la crise économique qui se traduisait par des bas salaires et du chômage. Ce n'étaient pas des ouvriers plus âgés, bien intégrés dans le monde du travail. Ensuite, il s'agit d'un secteur social non politisé ou, dans le meilleur des cas en voie de politisation, sans lien organique fort avec les partis ou les organisations syndicales. Enfin, il ne paraît pas excessif de considérer que, du fait des caractéristiques précédemment mentionnés, c'était l'un des secteurs de la population les plus touchés par le désespoir, le manque de confiance dans l'avenir et le désenchantement.

Éléments plus que suffisants pour que ces jeunes « ouvriers » deviennent les principaux protagonistes des événements d'avril. Éléments qui, en général, échappèrent aux représentations que les différents secteurs de la société chilienne de l'époque se faisaient de ceux qui avaient participé aux événements. On préféra voir ce qui était connu : des étudiants et des ouvriers. Les uns, de jeunes idéalistes, et les autres, des adultes politisés par la gauche.

7.- Révélation : la société chilienne en crise

La logique interne des faits vient, finalement, confirmer quelque chose qui était déjà présent dans le climat du contexte précédent immédiatement les événements d'avril : l'idée d'une société en crise. De fait, comme nous l'avons déjà mentionné, les événements d'avril, plutôt qu'une « rébellion » ou une « révolution », furent une « révélation » de tensions qui parcouraient souterrainement la société chilienne de l'époque. C'est ce que perçurent — recueillant cette fois la réalité dans sa dimension sensible — presque tous les discours de l'époque. Révélation d'une crise qui n'était pas seulement économique, comme on le déclarait depuis 1955, mais aussi politique et morale. La contradiction que révélait la succession, en moins d'un mois, de deux événements diamétralement opposés comme le déroulement d'une élection parlementaire dans le calme et l'ordre absolus, suivie d'une explosion sociale sans précédents, mettait en évidence la crise politique. On retrouve bien là l'idée d'une rupture entre société civile et société politique aggravée cette fois par l'expérience d'une rupture additionnelle vis-à-vis de valeurs essentielles comme la confiance, la crédibilité, l'espoir et le respect de l'autre.

Révélation, aussi, d'autres sentiments présents dans le Chili de 1957. Comme par exemple, la crainte très répandue — chez les uns et les autres pour des raisons différentes — d'une rupture institutionnelle qui ne faisait que refléter la méfiance généralisée envers la solidité du système démocratique. Ou encore ce sentiment sempiternel de supériorité des groupes chiliens dominants vis-à-vis des autres nations d'Amérique latine et ce besoin permanent de compter sur la reconnaissance et l'estime internationale. Tout ceci leur rendait insupportable l'idée que le Chili n'était pas épargné par les excès propres aux

« sociétés arriérées ». Ou la façon toujours utilitaire de ces mêmes groupes d'établir des relations avec les forces armées et les carabiniers qui n'avaient, pour eux, d'autre fonction que d'être les gardiens de l'ordre nécessaire à la prospérité de leurs affaires. Prospérité qu'ils confondaient avec le développement économique du pays. Ou enfin l'insinuation qu'une partie de la gauche chilienne commençait à faire quant à la possibilité d'emprunter « une autre voie » vers le changement social, non plus pacifique et institutionnelle, mais violente et révolutionnaire. Comme un signe avant-coureur de ce qui allait devenir une tendance croissante pendant les années 60.

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3279.**

- Traduction de Bernard & Jacqueline Blanchy pour Dial.

- Source (espagnol) : [AlterInfos - America latina](#), 21 octobre 2013.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, les traducteurs, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir Pedro Milos, dir., *Chile 1970. El país en que triunfa Salvador Allende*, Santiago de Chile, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, « Colección Historia. Memoria a 40 años », 2013, 236 p. ; Pedro Milos, dir., *Chile 1971. El primer año de Gobierno de la Unidad Popular*, Santiago de Chile, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, « Colección Historia. Memoria a 40 años », 2013, 260 p. ; Pedro Milos, dir., *Chile 1972. Desde El Arrayán hasta el paro de octubre*, Santiago de Chile, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, « Colección Historia. Memoria a 40 años », 2013, 236 p. ; Pedro Milos, dir., *Chile 1973. Los meses previos al golpe de Estado*, Santiago de Chile, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, « Colección Historia. Memoria a 40 años », 2013, 260 p. On trouvera plus de détails sur la page suivante : <http://filosofiahumanidades.uahurtado.cl/colecciones/col-historia/>.

[2] Mis pour « microbus » — nom des autobus à Santiago du Chili — note DIAL.

[3] Les « express » surgirent pendant l'année 1954, lorsqu'on fixa un quota d'express qui représentait environ 40% du total des véhicules en circulation, en établissant que ces express pratiqueraient des tarifs plus élevés que ceux des micros, mais qu'ils ne prendraient pas de passagers debout. Avec le temps, ces dispositions ne furent pas respectées : les micros se transformèrent en express, en ne respectant ni le quota de 40%, ni l'interdiction de transporter des passagers debout.

[4] *Última Hora*, Santiago, 12/3/1957, p. 6 y 11.

[5] *La Unión*, Valparaíso, 1/3/1957, p. 8.

[6] *La Tercera*, Santiago, 1/3/1957, p. 5.

[7] Note n° 39 du Syndicat professionnel de propriétaires d'autobus de Santiago dirigé au Président de la République, 27/2/1957, Archives nationales du vingtième siècle, Fonds ministère du travail, S.F.M., Providencias, vol. 4 (p. 683-984), 1957.

[8] *La Tercera*, Santiago, 15/3/1957, p. 3 ; *Clarín*, Santiago, 15/3/1957, p. 6, et *Las Últimas Noticias*, Santiago, 15/3/1957, p. 20.

[9] *La Tercera*, Santiago, 23/3/1957, p. 3 et *El Sur*, Concepción, 23/3/1957, p. 5.

[10] *La Tercera*, Santiago, 23/3/1957, p. 6.

[11] Selon la Résolution n° 67, sous-secrétariat de transports, ministère de l'économie, *Journal officiel*, n° 23.707, du 26/3/1957, p. 678-679.

[12] Note n° 267 et Décret n° 222, Archives nationales du vingtième siècle, Fonds ministère de l'économie, S.F.M., Decretos, vol. 1 (p. 221-280), 1957.

[13] La presse ne publia effectivement des informations sur le Décret 222 qu'à partir du 29 mars, date de sa publication au *Journal officiel. El Debate*, Santiago, 29/3/1957, p. 1. Voir aussi : *El Sur*, Concepción, 30/3/1957, p. 5.

[14] Central Unitaria de Trabajadores de Chile — Centrale unitaire des travailleurs du Chili, en français.

[15] L'équivalent de la mairie française — note DIAL.

[16] Les policiers chiliens — note DIAL.

[17] L'expression « *escolares* » renvoie aux élèves de l'école primaire et secondaire (collège et lycée) — note DIAL.

[18] Fédération des étudiants de l'Université du Chili — note DIAL.

[19] L'Hôpital d'urgence Assistance publique (HUAP), plus connu sous le nom de *Posta Central*, est le principal centre d'attention d'urgence de la Région métropolitaine de Santiago — note DIAL.

[20] « *Pobladores* » en espagnol du Chili renvoie aux habitants des *poblaciones*, les quartiers populaires — note DIAL.